

Rapport Annuel 2020



الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC

À la mi-février 2020, le conseil d'administration du Réseau-DESC s'est réuni à Barcelone, où nous avons été accueillis par l'Observatori DESC et avons pu rencontrer et apprendre des leaders de la base qui luttent pour le logement et les droits des travailleur/euse-s, et qui promeuvent les coopératives et les projets d'économie solidaire. Ce fut le dernier voyage international pour la plupart d'entre nous, la pandémie de COVID-19 s'accélérait rapidement dans le monde. À la mi-mars, alors que le secrétariat du Réseau-DESC reportait indéfiniment une série d'actions et d'événements de plaidoyer en personne, nous avons publié une déclaration mettant en garde : "La pandémie et la réponse des États, des entreprises et d'autres acteurs non étatiques peuvent potentiellement exacerber précisément le type d'inégalités intersectionnelles intolérables au cœur des luttes de nombreux membres pour la justice sociale."

Nous avons souligné les attaques de longue date contre les systèmes de santé publique et les droits des travailleur/euse-s, la charge inéquitable entre les sexes et l'offre publique limitée de soins, ainsi que la mainmise des entreprises sur une gouvernance transparente et participative. Soulignant la nécessité d'un changement systémique, nous avons insisté sur le fait que "pour faire face à cette pandémie par le biais d'une approche fondée sur les droits humains, il faut exiger des États qu'ils privilégient les personnes par rapport au profit, qu'ils renvoient les priorités en matière de dépenses publiques et d'allocation des ressources et qu'ils s'opposent aux dangereuses mesures d'austérité". Nous avons insisté sur le fait que la Charte commune de lutte collective du Réseau est plus essentielle que jamais - " la nécessité de faire valoir les droits humains, de relier les luttes entre les régions, de placer au coeur du travail les mouvements sociaux et les groupes de base émergeant des communautés affectées et résistantes, et d'articuler des alternatives au modèle socio-économique dominant actuel ".

Alors que l'ampleur de la pandémie et des crises interconnectées devenait de plus en plus évidente, les membres du Réseau-DESC se sont engagés dans une série de discussions au sein de groupes de travail afin d'analyser les implications probables de la pandémie et d'articuler des demandes basées sur les droits. Ces discussions ont finalement débouché sur un Appel à l'action mondial du Réseau - approuvé par plus de 135 organisations membres et quelques douzaines d'alliés - comme réponse collective soulignant les demandes inclusives et systémiques pour une reprise juste, une transition juste et des actions de transformation vers une "nouvelle normalité" reposant sur les droits humains et environnementaux. Depuis son lancement le 1er mai, l'Appel mondial a alimenté le plaidoyer collectif, servant de modèle pour continuer à faire avancer nos objectifs à

long terme dans le contexte actuel. Les membres du mouvement social ont amplifié leur propre analyse et les demandes collectives du Réseau-DESC dans de multiples espaces virtuels de la société civile et de l'ONU, notamment en plaidant pour un nouveau pacte social mondial sur les soins. Divers membres de toutes les régions ont abordé ensemble les questions d'équité en matière de vaccins, de dépossession, de données relatives à la justice et la dette, notamment par le biais d'interventions juridiques et d'un plaidoyer ciblant le Fonds monétaire international et le sommet Finance en commun des banques publiques de développement.

Pourtant, alors que nous nous efforçons de renforcer et d'élargir notre analyse et notre plaidoyer collectifs, nous étions limités aux écrans, au travail sur plusieurs fuseaux horaires et aux barrières techniques, en partie à cause des inégalités structurelles et de l'oppression (comme l'accès à Internet et à l'électricité, etc. pour certains des membres). Les défenseur/euse-s des droits humains ont dû faire face à une répression croissante dans de nombreux contextes, ainsi qu'à de nouvelles responsabilités en matière de soins et à des défis personnels. De nombreux membres de la base et des mouvements - les leaders de notre vision collective pour un changement transformateur - ont été confrontés à des difficultés intenses en raison des crises sociales et économiques dans leurs communautés et leurs pays, aggravées par les catastrophes liées au climat. Cependant, beaucoup d'entre eux et elles ont également vécu des alternatives qui existent depuis longtemps parmi les peuples autochtones, dans d'autres communautés résistantes et parmi les mouvements féministes (autoprotection communautaire, cuisines communautaires et réseaux de soins, économies solidaires), et les membres ont collectivisé leurs luttes pour répondre à des ouvertures stratégiques limitées dans le temps afin de plaider pour des alternatives inclusives et systémiques fondées sur les droits humains et la justice climatique. Comme l'a souligné un membre du mouvement social, le Consejo de Pueblos Wuxhtaj (Guatemala), "les efforts collectifs et la solidarité sont le seul moyen de surmonter la crise du COVID-19 et d'autres défis systémiques mondiaux politiques et économiques". Nous restons convaincus que le modèle de solidarité et d'apprentissage mutuels, d'analyse partagée et d'action collective du Réseau-DESC, dirigé par ses membres, offre une voie importante pour affronter et sortir de crises croisées.

**En toute solidarité,
Le conseil d'administration du Réseau-DESC**



Fernanda Hopenhaym, Chair
Project on Organizing,
Development, Education,
and Research (Mexique)



Ryan Schlieff,
Treasurer
International
Accountability Project
(États-Unis)



Priyanthi Fernando,
Secretary
International Women's
Rights Action Watch
Asia Pacific (Malaisie)



Binota Moy Dhamai
Asia Indigenous Peoples
Pact (Thaïlande)



Irene Escorihuela Blasco
Observatori DESC
(Espagne)



Maha Abdallah Al-Haq (Palestine)



S'bu Zikode
Abahlali baseMjondolo
(Afrique du Sud)



Chris Grove
Réseau-DESC (ex-officio)

CE QUE NOUS FAISONS

Les origines du Réseau-DESC remontent à un petit groupe de mouvements sociaux, d'ONG de défense des droits humains et de défenseur/euse-s des droits humains qui se sont rassemblé-e-s pour reconnaître que de nombreuses injustices auxquelles ils/elles étaient confronté-e-s étaient de plus en plus mondialisées et enracinées dans des causes structurelles communes. Créé en 2003, le réseau est apparu comme un espace permettant aux membres de relier leurs luttes à travers les régions afin de relever ces défis souvent systémiques. Reflétant une compréhension des droits humains comme étant ancrés et réalisés à travers les expériences et les luttes vécues par les peuples, les membres ont défini la centralité des mouvements sociaux, une approche intersectionnelle mettant en avant l'analyse de genre, ainsi que l'équilibre régional et de genre, comme principes directeurs fondamentaux pour le Réseau-DESC. Au cours des 15 dernières années, ces principes fondamentaux ont été les piliers de notre modèle de travail mené par les membres, et ont inspiré quatre stratégies principales au cœur de la théorie du changement du Réseau-DESC:

- **La solidarité**, fondée sur la reconnaissance du fait que "votre combat est mon combat", se manifeste par des mobilisations collectives via le système de solidarité du Réseau-DESC pour défendre les membres menacés ou attaqués, en reprenant l'ensemble de leurs revendications en matière de droits humains, en contrant l'économie politique de la violence et du racisme, et en facilitant le soutien stratégique de membre à membre.
- **L'apprentissage mutuel** via le partage interrégional d'expériences, de stratégies et d'enseignements est facilité par des échanges entre leaders de base, des ateliers sur les litiges stratégiques et notre base de données jurisprudentielle, des ateliers sur la sécurité et la protection, et des webinaires multilingues. La solidarité et l'apprentissage mutuel nourrissent les relations de confiance et favorisent la construction de mouvements, ce qui est essentiel aux deux autres éléments de notre théorie du changement.
- **L'analyse partagée** des conditions mondiales et des trajectoires historiques qui ébranlent les droits humains, guidée par les communautés qui résistent, fait partie intégrante de la définition des problèmes, des stratégies et des demandes inclusives de changement systémique, comme le montre notre Charte commune de lutte collective et notre Appel mondial à l'action en réponse à la COVID-19.
- **L'action collective** - qui s'appuie sur le pouvoir de plus de 280 membres différents dans 75 pays pour faire des droits humains et de la justice sociale une réalité pour tous - implique de répondre aux retombées de la pandémie et d'imaginer une "nouvelle normalité", de plaider pour une réglementation et des recours efficaces, de modifier la politique économique mondiale, d'intervenir dans des affaires juridiques clés, de s'opposer à l'emprise des entreprises, de se mobiliser pour la justice climatique et de centrer les visions des mouvements populaires dans tous les efforts collectifs.



Notre conseil d'administration de sept personnes est élu tous les trois ans par et parmi les membres sur la base de nos principes fondamentaux. Les groupes de travail du Réseau-DESC, un véhicule principal par lequel les membres rendent opérationnels les objectifs partagés, incluent actuellement : Les femmes et les DESC (GT FDESC), la responsabilité des entreprises (GTRE), la politique économique (GTPE), le suivi des DESC (GTS), les litiges stratégiques (GTLS) et les mouvements sociaux et groupes de base (GTMS), ainsi qu'un projet à l'échelle du réseau sur l'environnement et les DESC, axé sur la justice climatique. Les membres ont de plus en plus privilégié l'utilisation de la force diverse et collective du réseau pour faire face à la complexité des défis et des crises interconnectés. De nombreuses initiatives sont désormais des groupes de travail croisés, notamment des luttes pour garantir les droits humains liés à la terre, au logement et aux ressources naturelles, pour lutter contre la mainmise des entreprises sur les institutions et les décisions gouvernementales, et pour faire progresser les DESC dans les situations de conflit.

Le point de départ de tout travail collectif est l'expérience vécue, l'analyse et le leadership de ceux ou celles qui sont touché-e-s de façon disproportionnée par l'inégalité, l'appauvrissement, l'injustice et la destruction de l'environnement et qui y résistent - en particulier les femmes et les filles. Cette base de référence informe tous les processus et politiques du Réseau - de l'élaboration des positions politiques à la formation des structures de gouvernance en passant par la planification des réunions et ateliers stratégiques. Grâce à cet effort nécessaire sans fin pour vivre selon nos principes fondamentaux et créer cet espace horizontal et radicalement démocratique dédié à une humanité commune et à la dignité de tous, le Réseau-DESC pratique et façonne une politique préfigurative du type de monde que nous voulons construire et de l'entité politique que nous voulons devenir.



IMPACTS

Par le biais de deux appels stratégiques coordonnés en partenariat avec la Coalition pour les droits humains dans le développement, plus de 100 membres et alliés ont élaboré une réponse fondée sur les droits humains et l'équité au premier sommet Finance en Commun (novembre 2020), qui a rassemblé 450 banques de développement afin d'élaborer des stratégies pour leurs plans de redressement post-COVID. Ce processus a permis à un groupe plus coordonné de mouvements et d'ONG d'affiner leurs demandes collectives en faveur d'un système financier transformé, ce qui a également permis d'orienter le plaidoyer en direction du Fonds monétaire international.



Les membres du projet Environnement et DESC ont joué un rôle de premier plan dans la rédaction et la promotion d'un appel soumis par Right to a Healthy Environment Campaign - une coalition mondiale de la société civile - avant la quarante-cinquième session ordinaire du Conseil des droits humains de l'ONU (septembre 2020). Plus de 1170 organisations et mouvements ont maintenant signé, et la contribution des membres au sein de cette coalition a permis de s'assurer que les communautés résistantes et les acteurs des pays du Sud étaient au cœur du processus.

S'appuyant sur leur appel mondial à l'action en réponse à la COVID-19, les membres ont soumis un amicus collectif dans l'affaire Techo c. INEGI concernant l'obligation de collecter des données sur les établissements informels au Mexique, soulignant l'importance de ces données dans le contexte de la COVID-19 (mai 2020). S'appuyant largement sur notre intervention, la Cour suprême de justice du Mexique a rendu une décision positive, exigeant la collecte de données représentatives et inclusives dans les établissements informels afin d'informer les politiques et les dispositions publiques (juin 2020).



Plaidant pour la justice en matière de genre, d'économie et de climat, des dizaines de milliers de femmes issues de contextes divers dans 59 pays ont participé à la première grève mondiale des femmes (mars 2020), bénéficiant d'un fort écho dans les médias sociaux et d'une large couverture dans plus de 50 médias. Initiée par le membre Asia Pacific Forum on Women, Law and Development, le groupe de travail sur les femmes et les DESC a fait partie de la coordination mondiale, avec plusieurs membres servant de points focaux régionaux et nationaux.



Les communautés résistantes ont pris des positions collectives en réponse au projet révisé de texte du traité de l'ONU sur les entreprises et les droits humains (août 2020), amplifiées par plus d'une douzaine de membres lors de la sixième session du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée de l'ONU (octobre 2020). À ce jour, les points clés et le langage concernant l'emprise des entreprises, les obligations extraterritoriales, le prisme féministe, les défenseur/euse-s des droits humains, les peuples autochtones, les droits environnementaux et les zones touchées par des conflits ont été cités à plusieurs reprises dans les projets de rapports et les projets préliminaires du président, ainsi que par plusieurs États.

Mobilisés via les actions urgentes du Système de Solidarité (SOS), les membres ont dénoncé l'aggravation de la répression, de la violence et de la criminalisation auxquelles sont confrontés les défenseur/euse-s des droits humains en Egypte, au Kenya et aux Philippines. Le Réseau-DESC est heureux d'avoir été parmi les nombreux alliés qui ont contribué à la libération de prison des membres du personnel de l'Egyptian Initiative for Personal Rights, membre du Réseau-DESC (décembre 2020). Le SOS a également facilité le soutien solidaire à des membres au Sri Lanka, au Népal, en Inde, en Colombie et sur le plateau du Golan occupé.



Les membres ont lancé Altavoz, un guide en ligne sur les rapports parallèles et une plateforme interactive - disponible dans les quatre langues du réseau - fournissant plus de dix études de cas, dont beaucoup avec des femmes leaders de la base. Altavoz explique comment les rapports parallèles ont été un outil pour mobiliser la société civile, construire des demandes inclusives et renforcer des campagnes plus larges pour la justice de genre liée à des questions telles que la terre, le travail et le climat (mars 2020).



En subvertissant ce qui compte comme données et connaissances légitimes, les membres participant au projet de recherche communautaire et au plaidoyer pour une approche des données fondée sur les droits humains se réapproprient leurs propres histoires et fournissent la base d'une prise de décision inclusive et démocratique. Les membres ont mis l'accent sur la position collective concernant les "bonnes" données via un éditorial dans OpenGlobalRights (juillet 2020) et ont développé des questions, des plans et des méthodologies de recherche dans une série d'ateliers de recherche communautaire (novembre 2020).



Les membres ont exprimé leur solidarité avec les manifestations antiracistes aux États-Unis et ont condamné les meurtres de George Floyd, de Breonna Taylor et de trop d'autres dans le monde, comme preuve du racisme systémique et de l'économie politique de la violence utilisés pour maintenir l'inégalité et l'injustice dans le monde. Dans un éditorial publié dans OpenGlobalRights en quatre langues (octobre 2020), les membres ont souligné les longues histoires de racisme ancrées dans le colonialisme et l'impérialisme, ainsi que le rôle de l'emprise des entreprises.

En collaboration avec des groupes féministes alliés en Équateur, les membres ont soumis une intervention de suivi au Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CDESC) de l'ONU, préconisant des mesures en vue de la mise en œuvre complète de leur décision positive dans une affaire sur l'égalité des sexes, la sécurité sociale et le travail de soins non rémunéré (M.C.T.C. c. Équateur), dans laquelle les membres ont soumis une première intervention tierce collective en octobre 2017. Ce suivi a été éclairé par le plaidoyer des membres en faveur d'un nouveau pacte social sur les soins.

Dans le cadre de la poursuite des travaux sur la mise en œuvre et le suivi des points de vue avec les organes de traités régionaux et internationaux, les membres ont mis en avant la participation des femmes concernées et d'autres groupes marginalisés dans l'élaboration des recours, notamment par le biais de consultations formelles et de dialogues informels avec le Comité DESC de l'ONU (mars 2020), ainsi que des contributions clés à la base de données SIMORE de la CIDH sur les recommandations et l'état de la mise en œuvre (lancée en avril 2020).

Malgré les situations difficiles auxquelles de nombreux membres continuent de faire face dans leurs propres contextes, les inconvénients des réunions en ligne et les défis technologiques, les membres ont réaffirmé l'importance critique du réseau en tant qu'espace pour traiter et analyser les défis et collectiviser nos stratégies de résistance et de transformation. Cette détermination à agir ensemble et solidairement vers un avenir alternatif a été la forme de succès la plus significative du Réseau-DESC en 2020.

SOCIAL MOVEMENTS CALL



CE QUE DISENT NOS MEMBRES



Nous nous nourrissons mutuellement de nos travaux, et c'est là que le changement commence à se produire... Nous n'avons pas toujours besoin d'obtenir nos informations auprès d'entités internationales, car nous avons nos propres vérités et nos propres informations. C'est là que la collaboration devient très importante.

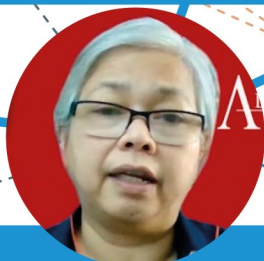
Suha Jarrar, Al-Haq, Palestine

En juillet 2021, nous avons reçu la nouvelle dévastatrice du décès de notre amie et collègue défenseuse des droits humains Suha Jarrar. En tant que membre du groupe consultatif pour l'environnement et les DESC, Suha a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de notre travail collectif sur la justice climatique et les droits humains. Elle restera dans nos cœurs et nos esprits, et son travail continuera à nous inspirer.



Nous sommes heureux d'être membres du Réseau-DESC et d'avoir bénéficié d'un soutien plus fort au niveau communautaire au cours de cette période de la COVID-19, ainsi que de la solidarité et de l'action collective pour lutter contre l'emprise des entreprises et l'incapacité des États à protéger les communautés affectées dans le monde entier.

Jackson Shaa, Narasha Community Development Group, Kenya



Une chose qui est vraiment valorisante dans le Réseau-DESC est qu'on insiste pour privilégier l'expérience vécue des personnes dans les communautés et les mouvements sociaux affectés. Pensez à ce qu'a dit [notre collègue membre et leader de mouvement au Sri Lanka], à savoir que tout en luttant au niveau local, il se sent et agit en solidarité avec les personnes au Myanmar et en Palestine. Il y a là un pouvoir immense.

Debbie Stoddard, Alternative ASEAN Network on Burma, Thaïlande



La construction de ce tissu collectif mondial a été si précieuse, car elle nous a permis de cultiver des luttes communes qui créent une visibilité et une force que nous n'aurions pas si nous travaillions isolément.

Martha Devia Grisales, Comité Ambiental en Defensa de la Vida, Colombie



Pour le Consejo de Pueblos Wuxhtaj, le Réseau-DESC a été un espace important pour demeurer à jour sur le contexte mondial. C'est un espace qui permet d'élever nos voix et nos demandes auprès d'organismes internationaux comme les Nations Unies et de faire partie de processus internationaux de lutte pour les droits, comme le traité sur les entreprises et les droits humains. C'est aussi un espace de solidarité, qui permet de rendre visibles les différentes violations des droits fondamentaux.

Francisco Rocaël, Consejo de Pueblos Wuxhtaj, Guatemala



Nous sommes très heureux de travailler avec le Réseau-DESC, où nous pouvons nous battre pour les travailleuses au sein même de la chaîne d'approvisionnement mondiale.

Nazma Akter, Awaj Foundation, Bangladesh.



C'est une excellente occasion d'étendre la solidarité dans les plateformes mondiales. En même temps, nous sommes en mesure de partager les nouveaux développements des questions relatives aux DESC au Sri Lanka, et nous pouvons apprendre les autres tendances mondiales et développements relatifs aux DESC.

Francis Raajan, National Fisheries Solidarity Organization, Sri Lanka



Nous sommes nouveaux/elles et nous apprenons - cela ne fait que deux mois, mais pour nous, il a été important d'identifier les groupes qui travaillent sur des questions similaires aux nôtres. Il est donc important pour nous d'écouter et de parler à tou-te-s également.

Larissa Pereira Santos, Justiça nos Trilhos, Brésil



L'un des points forts [du réseau] est sans aucun doute la diversité du travail, la pluralité des domaines d'action. C'est très important. Une autre force est de soutenir les luttes concrètes sur le terrain... de relier ces luttes.

Sofia Monsalve, FIAN International - Food First Information and Action Network, Allemagne



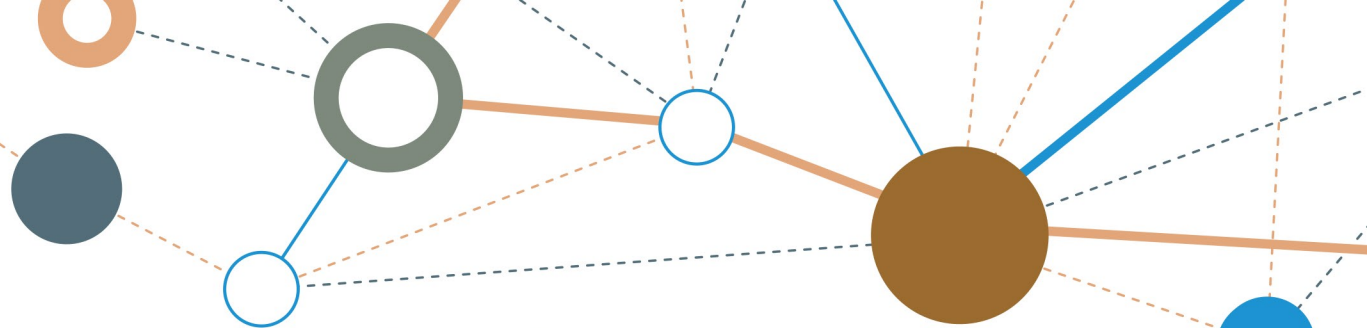
La largeur de ce réseau, ainsi que la variété et la qualité des organisations, sont très importantes, et cela nous permet d'entendre des perspectives et des expériences différentes provenant de différents endroits. Cela nous permet d'envisager la recherche de solutions nationales dans une perspective mondiale. C'est très important. Et cela nous aide également à mener des actions collectives et à plaider au niveau des Nations unies.

Zahra Bazzi, Arab NGO Network for Development, Liban

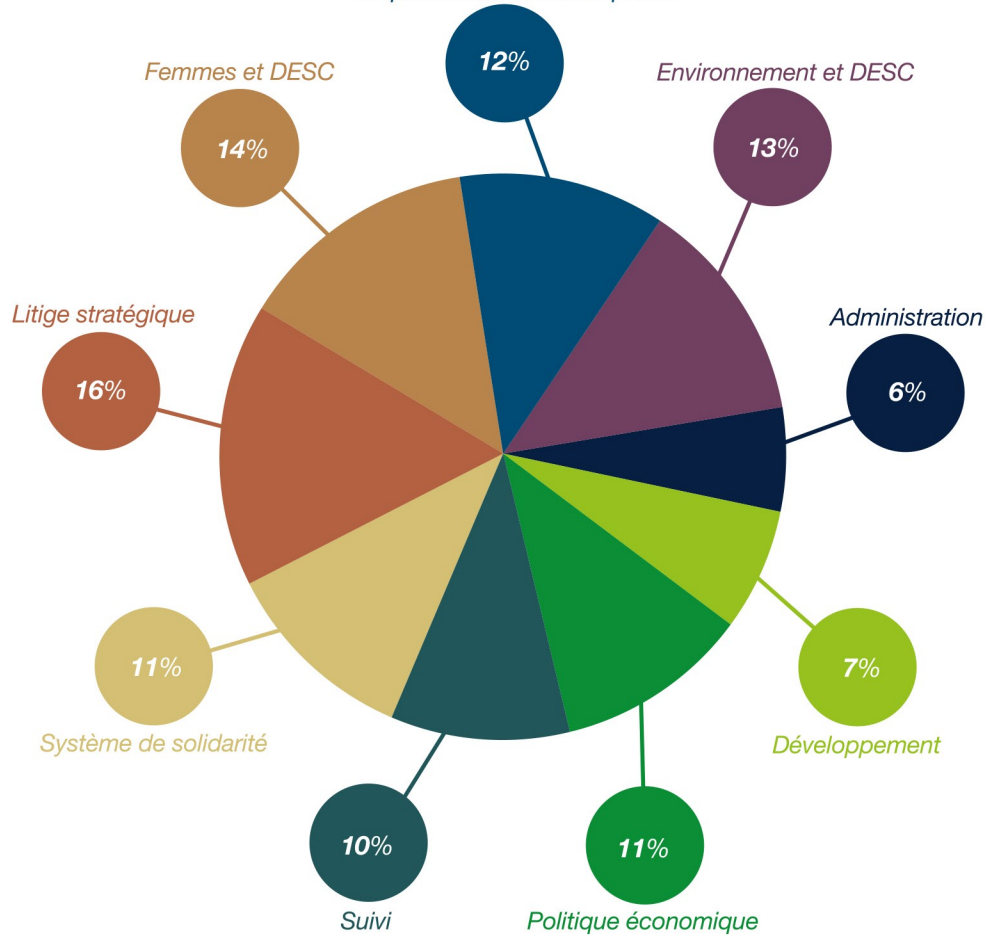


Nous apprécions de faire partie de cet espace commun d'analyse collective. Il est très important pour nous de faire partie de cette grande famille de personnes dont l'effort consiste réellement à faire tout ce qu'elles peuvent pour établir la justice sociale dans nos pays et, bien sûr, dans notre monde. Participer à ces efforts, pour humaniser le monde, fait que nous nous sentons très honoré-e-s de faire partie du Réseau-DESC... Ensemble, nous sommes fort-e-s et, bien sûr, nous croyons que l'unité est l'une des plus grandes armes que la classe ouvrière et les personnes démunies peuvent potentiellement utiliser... Le niveau de solidarité et d'internationalisme pour nous est quelque chose que nous apprécions beaucoup parce que parfois vous pouvez vous sentir très isolé-e, vous pouvez vous sentir très vulnérable, mais savoir que vous avez des sœurs et des frères en Inde, au Honduras, est quelque chose qui nous inspire chaque jour, en particulier ceux et celles d'entre nous qui travaillent dans des circonstances difficiles, avec des menaces graves pesant sur nos vies... Le Réseau-DESC nous a également fourni l'occasion, en tant que mouvement social, de nous engager directement avec les organes de l'ONU. J'ai eu le privilège et l'honneur de m'adresser aux membres de la 68e session du Comité des DESC des Nations unies. Personne n'aurait pensé qu'un habitant d'un bidonville tiendrait ces propos liminaires dans cette enceinte... Qui sommes-nous ? Ce sont des questions que nous posent souvent les autorités de nos propres villes. Qui êtes-vous pour impliquer vos propres autorités municipales ? Aujourd'hui, nous n'engageons pas seulement nos gouvernements municipaux, mais nous nous adressons directement à l'organe des Nations unies.

S'bu Zikode, Abahlali baseMjondolo, Afrique du Sud



Responsabilité des entreprises



Revenu total : 1 377 722 USD / Dépenses totales : 1 397 277 USD

En menant des actions de solidarité, en s'engageant dans l'apprentissage mutuel, en approfondissant l'analyse partagée et les demandes communes et, finalement, en faisant progresser l'action collective, les membres du Réseau-DESC ont fait des avancées importantes vers une réalité de droits humains et de la justice sociale pour tous. Le Réseau-DESC remercie les nombreux membres et alliés qui ont consacré un temps et des efforts immenses au travail collectif en 2020, ainsi que ceux et celles qui ont partagé des ressources financières pour aider à faire avancer le travail du Réseau-DESC, notamment :



Pour en savoir plus

www.escr-net.org

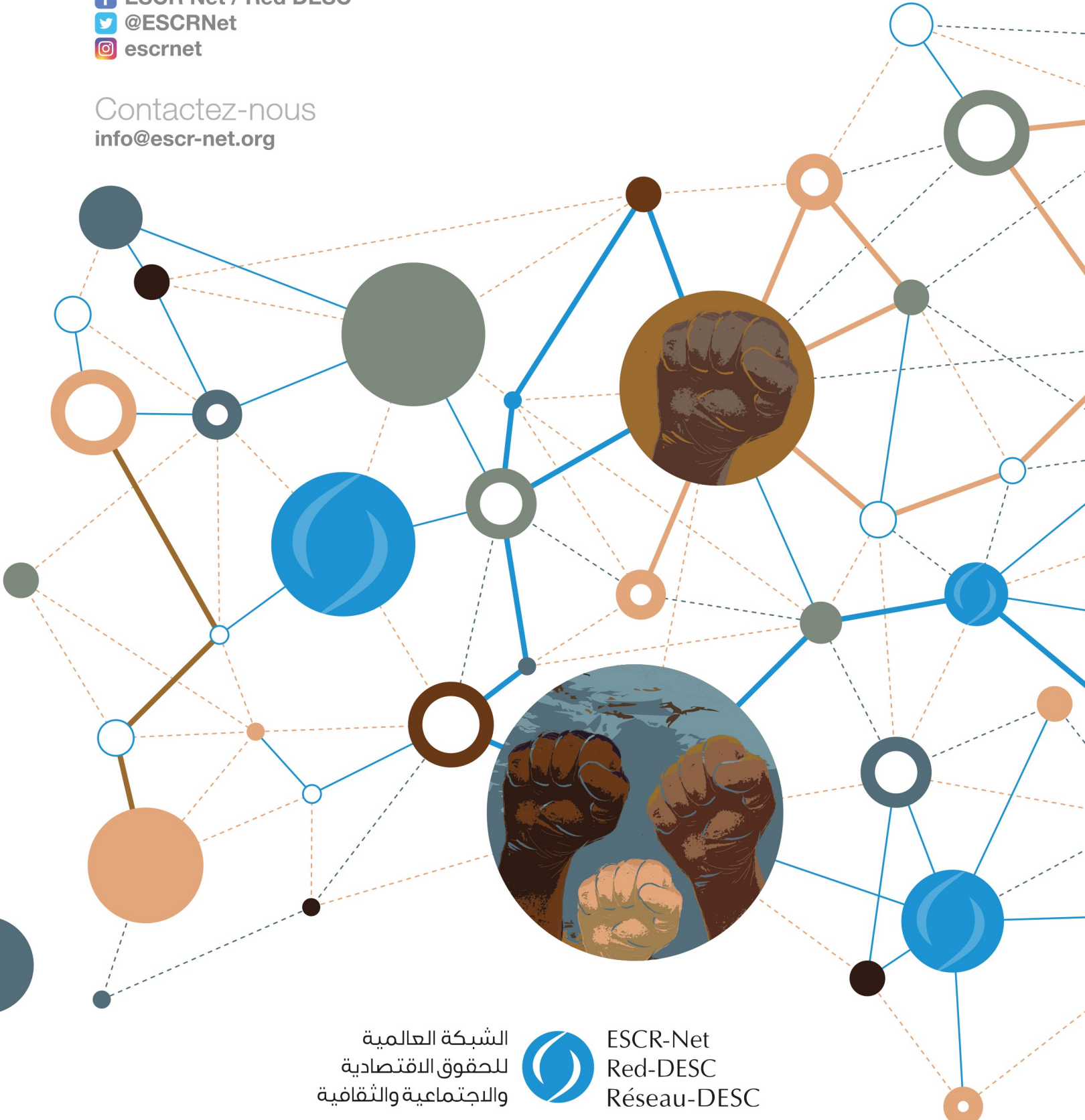
 ESCR Net / Red DESC

 @ESCRNet

 escrnet

Contactez-nous

info@escr-net.org



الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC